



DÉMOCRATIE ET GOUVERNANCE

Fiche numéro 12/02

Contrat » NEAR-TS/2015/367-170



DÉCENTRALISATION

GOUVERNANCE LOCALE

AUTORITÉS LOCALES

SOCIÉTÉ CIVILE



RÉGIONS

- » Jendouba
- » Beja
- » Zaghouan
- » Sousse
- » Monastir
- » Kef
- » Siliana
- » Kairouan
- » Sidi Bouzid
- » Mahdia
- » Sfax
- » Kasserine
- » Gafsa
- » Tozeur
- » Kebili
- » Gabès
- » Médenine
- » Tataouine



Marsad Baladia : engagement citoyen, redevabilité des municipalités et décentralisation

Avec "Marsa Baladia", l'Union européenne soutient la mise en place de mécanismes de dialogue et d'échange entre les citoyens et les municipalités tunisiennes



البلديات



PÉRIODE D'EXÉCUTION

- » **40 mois**
- 01 janvier 2016
- 30 avril 2019



BUDGET

- » **Source de financement**
- Instrument de Coopération au Développement
- » **Programme**
- Acteurs non étatiques et autorités locales
- » **Budget total**
- 899 000 €
- » **Part UE**
- 66,7 % - 600 000 €



BÉNÉFICIAIRES

- » **Association Al Bawsala**
- » **264 municipalités de 24 gouvernorats**
- » **Parlementaires de l'ARP**



site internet
www.baladia.marsad.tn/fr/
albawsala.com/marsad_baladia



→ CONTEXTE

Avec les scrutins de 2011 et 2014, puis l'adoption d'une nouvelle Constitution consacrant la séparation des pouvoirs et la décentralisation comme grands principes, la Tunisie a ouvert une nouvelle page de son histoire moderne. Après les élections législatives et présidentielles, il s'agira désormais de renouveler les conseils municipaux – et ce pour la première fois depuis la Révolution – mais également d'élire les conseils régionaux, créés par la nouvelle loi fondamentale.

En effet, dans l'esprit des constituants de 2014, les municipalités sont amenées à jouer un rôle essentiel dans le développement local, en particulier par la mise en place de procédures inclusives pour créer une démocratie locale participative par et pour les citoyens. Pour appuyer cette transformation profonde de la façon de gouverner, l'Union européenne apporte son soutien au projet « Marsad Baladya » (observatoire municipal) mené conjointement par l'ONG OXFAM, et l'association tunisienne Al Bawsala. Cette dernière, dont le nom signifie littéralement La Boussole, s'est distinguée par son travail de monitoring des activités parlementaires depuis 2011. Action qui lui a valu plusieurs récompenses internationales, dont le World Summit Award en 2013 et le prix de la Fondation Chirac en 2014.

→ OBJECTIFS

Il s'agit aujourd'hui pour Al Bawsala, grâce à l'appui de l'UE et d'OXFAM, de renouveler ce travail à l'échelle locale. Dotée d'un budget de 899 000 € (financé aux deux tiers par l'UE), cette action va toucher pas moins de 264 communes dans 24 gouvernorats.

Le but est de créer des mécanismes permanents de consultation entre les acteurs locaux et nationaux, d'améliorer la gouvernance locale et d'instituer une culture de la redevabilité – financière en particulier – envers les citoyens afin de leur garantir une meilleure qualité de services et la prise en considération de leurs besoins.

→ MISE EN ŒUVRE

Pour chacun des conseils municipaux concernés, OXFAM et Al Bawsala travaillent à la fois avec les élus, l'administration, la société civile locale – surtout les associations de jeunes et de femmes – et les médias. La transparence de l'action publique se gagnera progressivement par le renforcement des capacités en matière d'accès à l'information, d'appréhension du processus budgétaire et de plaidoyer budgétaire.

La formation et l'appui aux acteurs locaux se doublent d'une stratégie de plaidoyer nationale auprès des parlementaires et du public pour une participation citoyenne plus importante à la vie publique.